

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Droit pour les argentins d'élire leurs dirigeants !

L'Argentine dévastée par la mondialisation libérale

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 13 février 2002

Démocratie & Socialisme

" L'Argentine est anéantie " s'est écrié, lors de son élection par le Parlement argentin, le 3 janvier 2002, Eduardo Duhalde, troisième président de la République en moins de quinze jours, les deux premiers ayant été balayés par deux gigantesques soulèvements populaires. Duhalde ne faisait là que constater l'état économique et social de son pays : une dette extérieure de 132 milliards \$; 30 % de la population au chômage ; 14 millions de personnes (sur 37 millions) vivant au-dessous du seuil de pauvreté ; une profonde récession qui dure depuis maintenant trois ans et demi....

Voilà le bilan pour le peuple argentin de vingt de mondialisation libérale. Une mondialisation qui, pour le FMI et tous les libéraux, devait apporter croissance et prospérité à l'Argentine ! . Des " décennies perdues " ? Pas pour tout le monde : les multinationales, les créanciers internationaux ont accumulé des fortunes en saignant à blanc le peuple argentin avec la complicité empressée de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers (latifundiaires) argentins qui ont amassé sur des comptes à l'étranger l'équivalent de la dette extérieure : plus de 120 milliards \$!

Au commencement était la dette

En 1976, la junte dirigée par le général Videla prend le pouvoir et instaure une dictature militaire. La dette s'élève alors à 8 milliards \$. En 1983, lors de l'effondrement du régime militaire à la suite de la défaite des îles Malouines infligée par le Royaume-Uni, la dette s'élève à 43 milliards \$.

La dictature militaire a joué un rôle important, mais, comme pour tous les pays endettés du Sud, ce sont les énormes augmentations des taux d'intérêts décidés en 1979, sous l'égide de Paul Volker, président de la Réserve Fédérale des USA et de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique qui ont joué le rôle décisif dans cette explosion de la dette extérieure.

L'Argentine se retrouve alors étranglée financièrement et doit emprunter pour rembourser le capital et même les intérêts de sa dette. La " dette perpétuelle " vient de passer son noeud coulant autour de l'Argentine qui doit remettre toutes les clés de son économie au FMI. C'est en effet le seul moyen d'obtenir les milliards de \$ crédits qui lui permettront de faire face aux échéances de la dette.

Un peso pour un \$!

A la fin des années 1980, le FMI voulait appliquer à l'Argentine son plan d'ajustement type (voir encadré) avec comme premier volet la dévaluation du peso. Il y avait cependant un obstacle à cela : l'Argentine était dans une situation assez particulière puisqu'en 1989, les prix avaient augmenté de 500 %. Il s'agissait déjà pour les banques, les multinationales et les classes dirigeantes argentines d'éviter d'avoir à payer les frais du marasme économique en ruinant les couches moyennes et en provoquant l'effondrement du pouvoir d'achat du salariat.

Le péroniste Menem qui venait de succéder à la présidence de la République au radical Alfonsín proposait alors d'aller encore plus loin dans le libéralisme et d'ancrer définitivement l'économie argentine à celle des USA. Il proposait de faire voter une loi assurant la convertibilité du peso : " un peso pour un \$! " Ce qui impliquait que la banque argentine devait détenir autant de \$ que de pesos en circulation. Le FMI accepta la proposition et la loi fut votée.

Dans un premier temps, cette mesure permit de juguler l'inflation et d'alléger le poids de la dette, bien sûr libellée en \$. Elle permit également d'attirer les capitaux étrangers qui se voyaient assurés d'être remboursés en \$ et non pas

dans une monnaie plus ou moins évaluée.

Mais, avec un peso lié strictement au \$, les exportations argentines devenaient beaucoup moins concurrentielles. Le déficit commercial se creusait. Pour équilibrer la balance des paiements, le gouvernement devait attirer de nouveaux capitaux étrangers en privatisant tous les services publics et en les vendant aux multinationales aux environs de 30 % de leurs valeurs. Les multinationales américaines se taillaient la part du lion avec 31 milliards \$ mais les multinationales françaises (10 milliards \$ d'investissements) et surtout espagnoles (26 milliards \$) n'étaient pas en reste. France Télécom achetait les télécommunications du nord du pays et la société espagnole Telefonica celles du sud. Suez-Lyonnaise rachetait une partie de la distribution des eaux. Carrefour et Auchan s'implantaient solidement. Aujourd'hui, la compagnie espagnole Repsol exploite près de 70 % du pétrole et 90 % des banques sont aux mains des capitaux étrangers ...

En 1997-98, lors de la crise financière qui frappe les pays " émergents " d'Asie du sud-est puis d'Amérique latine, la situation de l'Argentine se dégrade rapidement. En effet, le peso continue d'être lié (un pour un...) à la monnaie américaine qui voit son cours s'envoler alors que le Brésil, principal partenaire commercial de l'Argentine dans le Mercosur (marché commun du cône sud de l'Amérique latine) dévalue sa monnaie, le réal, de 50 % puis le laisse flotter librement. Les produits fabriqués en argentines perdent alors ce qui leur restait de compétitivité et de nombreuses multinationales délocalisent productions et capitaux vers le Brésil. La parité un pour un qui devait attirer les capitaux aboutissait, en fin de compte, à un résultat exactement inverse.

L'épisode De La Rúa

Après l'élection du radical De La Rúa président de la République. Domingo Cavallo est nommé ministre de l'Economie. Ce n'est pas un homme nouveau : il était président de la Banque centrale sous la dictature et ministre de l'économie lorsque Menem établissait la parité " un pour un ".

Fin mai, 2001, la dette est restructurée. Il s'agit en fait d'une nouvelle concession - de taille - aux créanciers de l'Argentine qui voit les taux d'intérêts de leurs créances passer de 9 à 15 % !

En contrepartie d'un prêt de 40 milliards \$ accordés par le FMI pour permettre à l'Argentine d'honorer les échéances de sa dette, un nouveau plan d'austérité est mis en place.

Le déficit du commerce extérieur fait du budget de l'Etat le dernier garant du remboursement de la dette. Il faut donc, à tout prix, diminuer les dépenses publiques. Une loi " déficit zéro " est votée par le Parlement : les salaires des fonctionnaires et la plupart des retraites baissent de 13 %, la TVA subit une augmentation brutale. Le code du travail, déjà fort peu contraignant, est " flexibilisé ". Et pour finir, les comptes bancaires sont gelés. Ce gel (les retraits sont limités à 1 000 pesos par mois) signifie la ruine des couches moyennes qui savent que l'argent bloqué sur leurs comptes bancaires a fort peu de chance de leur être restitué un jour. Il s'agit pour le gouvernement " d'éviter la fuite des capitaux ". Un prétexte qui n'est guère crédible puisque ce gel n'intervient qu'après que les grands emprunteurs aient pu, sans la moindre difficulté, faire sortir 26 milliards \$ du pays, entre juillet et novembre 2001...

Mais, c'est compter sans le soulèvement des salariés, des pauvres et des couches moyenne qui, en dix jours de manifestation (dont la répression fait plus de 30 morts et des centaines de blessés) et de concerts de casseroles (cacerolazos) balayent deux présidents de la république (le radical De La Rúa et le péroniste Rodriguez Saà) et deux gouvernements.

L'épisode Saà

Le Président de la république élu par le Congrès après que le peuple argentin ait chassé De La Rúa, le péroniste Rodriguez Saà, hésite à franchir un pas supplémentaire dans la soumission du pays aux USA : la "dollarisation" de l'économie, le peso étant purement et simplement remplacé par le \$.

En attendant, il annonce la création d'une nouvelle monnaie "l'Argentino", inconvertible, qui ne verra, finalement, jamais le jour. Le but est toujours le même : garder la bonne monnaie pour les créanciers internationaux et les multinationales et fournir au peuple argentin une monnaie inconvertible et appelée à se dévaloriser très rapidement puisqu'elle devait flotter librement par rapport au \$: l'exacte définition d'une "monnaie de singe". C'est avec cette monnaie que Saà proposait de financer la création d'un million d'emplois...

"L'argentino" n'aurait pas été la première "monnaie de singe" émise en Argentine. En effet, la banque centrale argentine ne peut plus émettre de monnaie car la loi sur la parité un pour un l'oblige à garder en réserve un \$ pour un peso en circulation. Confrontés à la fuite des capitaux, à la pénurie de \$ et donc de pesos mais aussi à l'obligation de continuer à payer les fonctionnaires et les retraités, l'Etat argentin et les provinces émettent des bons à court terme et à moyen terme (Lecops, Patacones). L'équivalent de 2,8 milliards \$ de cette pseudo-monnaie, bien évidemment inconvertible, est mis en circulation. Comme cette monnaie permet de payer certains impôts, les commerçants finissent par l'accepter mais ... ne peuvent pas rendre la monnaie !

Saà déclare la cessation de paiement de la dette externe et décide un moratoire. Il affirme qu'il reviendra sur la diminution des retraites et la "flexibilisation" du code du travail. Mais, même s'il est atténué, le gel des dépôts bancaire continue et, malgré la proclamation du moratoire, le gouvernement argentin effectue, le 29 décembre, un remboursement de 17 millions \$ au FMI.

Le vendredi 29 décembre, des milliers de manifestants se rassemblent sur la place de Mai pour exiger la démission des ministres corrompus. Les manifestations se multiplient dans la capitale. Des dizaines de milliers de manifestants hurlent devant le Congrès "que tout le monde s'en aille, que personne ne reste !" Car, c'est non seulement les deux partis qui se succèdent au pouvoir, le Parti Justicialiste (les péronistes) et l'Union Civique Radicale qui sont rejetés mais tout le personnel politique, les membres de la Cour de Justice en tête. C'est, comme l'écrit le Monde Diplomatique de janvier 2002, toute "la bande de truands politiques qui, à quelques exceptions près, peuplent le Congrès, députés et sénateurs réunis" qui sont rejetés par la population argentine.

Duhalde dans un étau : entre les multinationales et le soulèvement populaire

Eduardo Duhalde et son gouvernement sont pris dans un étau : entre la mobilisation du peuple argentin d'un côté, la pression des multinationales et des Etats qui les soutiennent (USA, Espagne et France) et du FMI, de l'autre.

Cela ne signifie en aucun cas que le péroniste Eduardo Duhalde hésite entre les intérêts du peuple argentin et la soumission à l'impérialisme. Cela signifie simplement qu'il est obligé de tenir compte du rapport de forces créé par le soulèvement populaire. Duhalde, en effet, est un digne représentant des classes dirigeantes argentines qui ont depuis longtemps décidé de vendre leur pays pourvu que cela leur rapporte. Il a d'ailleurs, en tant que Vice-président de Menem aidé à la mise en place de la "parité un pour un".

À l'évidence, les classes dirigeantes ont misé leur va-tout sur le cabinet de coalition mis en place par Duhalde allant du représentant direct du patronat argentin (le Ministre de la Production, Ignacio de Mendiguren est l'ancien président de l'UIA, le Medef argentin) à la CGT (le syndicat péroniste dont les manifestants dénoncent les dirigeants corrompus) en passant par le Parti Justicialiste, l'Union civique radicale et le centre gauche (Frepaso).

D'un côté, Duhalde est obligé de décider de suspendre le paiement de la dette, de mettre fin à la convertibilité "un

pour un " et de dévaluer le peso de 29 % en attendant de le laisser flotter librement. Il est obligé de chercher à atténuer les conséquences de la dévaluation du peso pour les salariés, les pauvres et les couches moyennes : impôt sur les compagnies pétrolières, fin de l'indexation de l'eau, du gaz, de l'électricité, du téléphone, des transports sur le \$. Les prêts bancaires libellés en \$ devraient pouvoir être remboursés en pesos, les petits épargnants devraient voir leur épargne débloquer dans un délai de trois mois à un an.

D'un autre côté, Duhalde continue à négocier avec le FMI pour obtenir un prêt de 15 milliards \$, il recule pas à pas devant les exigences des multinationales et des Etats qui les soutiennent (USA, Espagne et France principalement) et alors que le pays aurait un besoin urgent d'une relance budgétaire pour sortir de la récession, il s'engage, sous la pression du FMI, à imposer au pays un budget à " déficit zéro ". Enfin, en refusant d'appliquer aux salaires et aux retraites le même mécanisme de protection que ceux prévus pour les banques et les entreprises, il indique clairement que son objectif est de voir baisser les salaires réels et les retraites comme la dévaluation du peso (près de 30 % avant même que le peso ait commencé à flotter !)

La date des élections reculée

C'est l'extrême-gauche qui réclame des élections anticipées depuis la révolution de décembre et elle a légitimement raison de le faire : en de telles circonstances de discrédit des dirigeants, le peuple argentin a le droit de choisir ceux qui le dirigent. Mais les corrompus savent, en effet, à quel point ces élections seraient catastrophiques pour eux si elles avaient lieu prochainement. Alors non seulement ils refusent au peuple la réparation de leurs erreurs économiques mais ils lui refusent même le droit démocratique élémentaire de décider de son sort : Duhalde va jusqu'à exiger les pleins pouvoirs !

La date de l'élection présidentielle qui était prévue pour mars 2002 a été reculée à fin 2003. La loi anti-démocratique de Lemas qui a pour but d'éviter l'éclatement du parti péroniste en permettant aux partis politiques de présenter un nombre illimité de candidats puis d'additionner ensuite les voix au profit du candidat le mieux placé est maintenue.

En attendant les élections, la Cour de Justice dont la corruption est dénoncée par toutes les manifestations est chargée d'arbitrer les différends entre les citoyens et l'Etat, notamment ceux concernant le gel des comptes bancaires.

Un choix crucial pour l'Argentine

Les classes dirigeantes cherchent, une nouvelle fois, à faire supporter le fardeau de la dette et de la crise économique au peuple argentin. Elles ne parviendront pas, cependant, à leurs fins sans ouvrir la porte à une dictature militaire plus ou moins avouée. Seul un régime de ce type paraît, en effet capable d'imposer un tel surcroît de misère à un peuple aussi mobilisé.

Mais la catastrophe économique, l'acuité des contradictions sociales, le séisme qui frappe la quasi-totalité du personnel politique permet de choisir une autre voie. Cette possibilité est d'autant plus ouverte que la mobilisation commune des travailleurs, des pauvres et des couches moyennes prive (au moins momentanément) une éventuelle dictature militaire de sa traditionnelle base sociale : les couches moyennes.

Cette autre voie consiste à aller au-delà d'une simple suspension du paiement de la dette et de refuser purement et simplement tout remboursement, tout versement d'intérêts pour une dette qui a déjà été de multiples fois remboursées. Elle consiste également à revenir sur les privatisations (qui ont déjà été, là encore, de multiples fois remboursées par les bénéfices réalisés par les multinationales), à abroger la réforme fiscale libérale et à augmenter les salaires et les budgets sociaux. Elle consiste, enfin, à réunir une assemblée constituante qui dote l'Argentine

d'institutions démocratiques.

Le prochain Forum social mondial, fin janvier, à Porto Alegre, devrait permettre non seulement de discuter des enseignements du soulèvement argentin contre la mondialisation libérale mais aussi du soutien qui peut être apporté au peuple argentin confronté à sa propre bourgeoisie, au FMI et aux multinationales.

Jean-Jacques Chavigné

Le FMI : syndic international de faillite

Si l'on en croit les libéraux, le principal objectif des plans " d'ajustement structurel " mis en place par le FMI est le développement des pays auxquels ils sont imposés. Ces plans doivent permettre, en effet, de réinsérer les pays concernés dans l'économie mondialisée. Ce qui, aux yeux des libéraux, est la seule voie de développement réaliste.

Ce dogme est pourtant en parfaite contradiction avec la réalité : aucun pays au monde n'a pu se développer sans, dans un premier temps, protéger son marché intérieur. C'est le cas, au cours des dernières décennies, de la Corée du Sud mais surtout, historiquement, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, des USA ou du Japon...

Le FMI a, en fait, un tout autre objectif que le développement des pays endettés du Sud. Il agit comme un véritable syndic de faillite international préoccupé uniquement de récupérer les avoirs des créanciers internationaux et de maintenir, grâce à la dette extérieure, les économies des pays du Sud dans une perpétuelle sujétion à l'égard des créanciers internationaux et des multinationales.

Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner le rôle dévolu à chacun des trois volets des plans d'ajustements structurels du FMI : dévaluation, ouverture des frontières et privatisation.

La dévaluation a pour objectif affiché le développement des exportations permis par la baisse des prix des produits exportés. Il s'agit surtout, en fait, d'asphyxier le marché intérieur aux dépens du secteur des exportations dont le rôle essentiel est de faire rentrer des capitaux pour payer les intérêts de la dette.

L'ouverture des frontières a pour but de permettre aux capitaux et aux marchandises étrangères d'envahir sans obstacle l'économie du pays. Les producteurs locaux sont alors confrontés brutalement à la concurrence de pays dont la productivité est beaucoup plus élevée. Les faillites se multiplient et les multinationales peuvent racheter à bas prix les entreprises locales.

Les privatisations permettent à la fois de brader aux multinationales les derniers pans de l'économie et d'obtenir des capitaux frais, là encore, pour payer les intérêts de la dette.

Comme tous les pays endettés du Sud, l'Argentine a subi les plans d'ajustement du FMI. Et si elle a longtemps été considérée comme " le meilleur élève " de cette institution, c'est parce que, plus qu'aucun autre pays, elle est allée au bout du dogme libéral.

JJC

Le mythe de la bourgeoisie nationale Argentine

L'Argentine dévastée par la mondialisation libérale

Le dernier président de la République élu par le Congrès, le péroniste Eduardo Duhalde, reprenant à son compte la phraséologie péroniste des années 1950, ne cesse d'opposer les " producteurs " argentins aux multinationales et aux créanciers internationaux.

Cette opposition a pour but de leurrer les couches populaires en mettant dans le camp des " producteurs " non seulement les salariés argentins mais aussi les industriels argentins qui auraient subi la dure loi des multinationales.

Que les industriels argentins aient dû subir la dure loi des multinationales c'est un fait, inhérent au capitalisme tout particulièrement dans le cadre de la mondialisation libérale. Mais c'est la voie qu'ils ont délibérément choisie, avec empressement même, espérant que les prébendes des banques étrangères et des multinationales leur rapporteraient plus qu'un développement autonome de l'Argentine. La bourgeoisie industrielle argentine a cessé depuis le péronisme des années 1950 d'avoir la plus petite velléité d'indépendance face aux multinationales et aux USA.

Il n'y a pas, en Argentine, la moindre trace d'une quelconque bourgeoisie nationale, défendant des intérêts différents de ceux des multinationales.

Et cela, même si, aujourd'hui, une partie de la bourgeoisie industrielle ne voit pas d'un mauvais oeil une dévaluation qui permettrait aux quelques entreprises argentines survivantes de regagner des parts de marché. La bourgeoisie industrielle plutôt que d'investir a, en effet, comme les latifundiaires et les autres fractions de la bourgeoisie, choisit de placer en priorité tout ce qu'elle pouvait sur des comptes à l'étranger, libellés évidemment en \$.

C'est le salariat (englobant les chômeurs et les retraités) et les couches moyennes (les artisans, les petits commerçants) qui ont fait les frais de la mondialisation libérale. Des centaines de milliers de fonctionnaires et de salariés ont été licenciés lors de la privatisation des services publics ou des milliers de faillites des petites entreprises mises brutalement en concurrence avec les entreprises américaines, japonaises ou européennes. Les tarifs des services de base (eau, gaz, électricité, transports, téléphone) ont été indexés sur le \$ alors qu'ils représentent plus de 30 % des dépenses d'une famille. Les retraites par répartition ont été remplacées par des fonds de pension privés. Le tout a été couronné par une réforme fiscale qui a permis une concentration inouïe des richesses entre quelques mains.

JJC